

Lettre ouverte à Emmanuel Macron

Monsieur le Président,

Vous voulez parler immigration ? Eh bien parlons-en ! »

Pour la deuxième fois en moins d'un an, vous voulez imposer le thème de l'immigration dans l'actualité. À six mois des élections, c'est une vieille ficelle ! Après le vote tout récent de la loi « Asile et Immigration », c'est même de l'acharnement !

Vous voulez parler immigration ? Eh bien parlons en !

Le sujet mérite mieux que d'être instrumentalisé pour diviser les citoyens, pour imposer votre duo avec l'extrême droite et au final pour flétrir notre République.

Parlons de ces familles qui quittent des pays dont les richesses sont pillées, dont les États sont placés sous tutelle de banques internationales et de dictateurs corrompus, dont les infrastructures publiques ont été bradées à des multinationales ! Parlons des coopérations à développer, qui permettraient à chaque peuple de retrouver sa souveraineté sur ses ressources et son économie.

Parlons de la taxe sur les transactions financières que vous avez refusé d'élargir pour ne pas heurter le monde de la finance, nous privant de deux milliards d'euros destinés à ces pays.

Parlons des 5 milliards d'euros que représente la contribution des migrants à la création de richesses dans notre pays, quand l'Aide médicale d'État, que vous voulez remettre en cause, ne coûte que 900 millions.

Parlons de celles et ceux qui fuient tous ces conflits dans lesquels nous portons une part de responsabilité, dont l'OTAN a été l'acteur ces dernières années : l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, le Yémen. Comment peut-on laisser mourir en Méditerranée des hommes, des femmes, des enfants qui fuient le chaos, les bombes, parfois nos bombes ?

Parlons des migrations à venir, que causeront le dérèglement climatique et son lot de catastrophes naturelles. Si nous n'agissons pas fortement, ces migrations vont se multiplier, jetant sur les routes des familles qui auront tout perdu. L'Union européenne est parmi les 3 principaux pollueurs de la planète, et nous devrions nous exonérer de toute responsabilité ?

Parlons donc des moyens à développer en urgence pour que l'Europe tienne ses engagements en faveur du climat.

Parlons de ces travailleurs sans papiers que de très grandes entreprises exploitent sans vergogne en les contraignant à la clandestinité. Quand allez vous les régulariser ?

Parlons des travailleurs que vous livrez à la concurrence avec vos traités européens, qui sont soumis au dumping social opposant les salarié-es de toute l'Union Européenne, dumping que votre directive « travailleurs détachés » n'a en rien remis en cause... Nous voulons les mêmes droits pour tous !

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », affirme la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Alors, pourquoi aujourd'hui, dans un pays qui en a tous les moyens, ne pas reconnaître le droit de vote des étrangers résidant et payant leurs impôts en France ?

Non, de tout cela vous ne voulez pas débattre car vous préférez que la nation s'écharpe sur l'Aide médicale d'État et sur les allocations sociales, ou qu'elle se préoccupe seulement de distinguer les migrants selon qu'ils fuient la guerre, une catastrophe naturelle ou la misère ?

Vous voulez que nous débattions pour savoir si 28 pays et 500 millions d'Européens sont en capacité d'accueillir quelques dizaines de milliers d'êtres humains, quelque 3% de migrants à travers le monde, risquant leur vie sur un bateau en Méditerranée ? Les pays du pourtour méditerranéen peuvent-ils s'exempter du droit maritime et du droit international ?

Monsieur le Président, l'ennemi ne vient pas en bateau. Il vient en jet privé et il se moque des frontières. La pression n'est pas migratoire, elle vient de la finance. Si des entreprises délocalisent, ça n'a jamais été à cause d'un immigré. C'est à cause d'un capital avide de profits qui ronge comme un cancer notre économie, nos emplois, nos droits.

Tous ces hommes et toutes ces femmes que vous stigmatisez sont nos frères et nos sœurs. Nous ne faisons pas de distinctions entre eux. Nous réclamons des droits pour tous, condition d'un accueil réussi. Le droit à la dignité humaine, dans un monde de justice et de paix, dans une France humaniste et universaliste.

Pour ouvrir vraiment un débat sérieux et porter des solutions de progrès, je vous adresse ce jour le manifeste « *Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire* », qu'a récemment rendu public le Parti communiste français.

Paris, le 25 septembre 2019

Fabien Roussel,

Secrétaire national du PCF, député du Nord